



# Assemblée générale

Distr. limitée  
20 mars 2015  
Français  
Original: anglais

## Conseil des droits de l'homme

### Vingt-huitième session

Point 4 de l'ordre du jour

### Situations relatives aux droits de l'homme qui requièrent l'attention du Conseil

**Albanie, Allemagne, Andorre\*, Australie\*, Autriche\*, Belgique\*, Bosnie-Herzégovine\*, Bulgarie\*, Canada\*, Chypre\*, Croatie\*, Danemark\*, Espagne\*, Estonie, États-Unis d'Amérique, ex-République yougoslave de Macédoine, Finlande\*, France, Grèce\*, Honduras\*, Hongrie\*, Irlande, Islande\*, Israël\*, Italie\*, Lettonie, Liechtenstein\*, Lituanie\*, Luxembourg\*, Malte\*, Monaco\*, Monténégro, Norvège\*, Nouvelle-Zélande\*, Pays-Bas, Pologne\*, Portugal, République de Moldova\*, République tchèque\*, Roumanie\*, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Saint-Kitts-et-Nevis\*, Slovaquie\*, Slovénie\*, Suède\* : projet de résolution**

**28/...**

### **Situation des droits de l'homme en République islamique d'Iran**

*Le Conseil des droits de l'homme,*

*S'inspirant* de la Charte des Nations Unies, de la Déclaration universelle des droits de l'homme, des Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme et d'autres instruments internationaux pertinents relatifs aux droits de l'homme,

*Rappelant* ses résolutions 16/9 du 24 mars 2011, 19/12 du 3 avril 2012, 22/23 du 22 mars 2013 et 25/24 du 28 mars 2014, la résolution 69/190 de l'Assemblée générale, en date du 18 décembre 2014, et toutes les résolutions antérieures de l'Assemblée concernant la situation des droits de l'homme en République islamique d'Iran, et regrettant l'absence de coopération de la République islamique d'Iran en ce qui concerne les demandes que le Conseil et l'Assemblée ont formulées dans ces résolutions,

*Accueillant avec satisfaction* le rapport et les recommandations que le Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme en République islamique d'Iran a présentés au Conseil des droits de l'homme<sup>1</sup>, et se déclarant extrêmement préoccupé par la situation évoquée dans ce rapport ainsi que par le refus d'autoriser le Rapporteur spécial à se rendre en République islamique d'Iran,

\* État non membre du Conseil des droits de l'homme.

<sup>1</sup> A/HRC/28/70.



*Rappelant* ses résolutions 5/1, relative à la mise en place des institutions du Conseil, et 5/2, relative au Code de conduite pour les titulaires de mandat au titre des procédures spéciales du Conseil, du 18 juin 2007, et soulignant que les titulaires de mandat doivent s'acquitter de leurs fonctions conformément auxdites résolutions et à leurs annexes,

1. *Décide* de proroger le mandat du Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme en République islamique d'Iran pour une période d'un an, et demande au Rapporteur spécial de présenter un rapport sur l'exécution de son mandat à la trente et unième session du Conseil des droits de l'homme et à la soixante-dixième session de l'Assemblée générale;

2. *Demande* au Gouvernement de la République islamique d'Iran de collaborer sans réserve avec le Rapporteur spécial et de l'autoriser à se rendre dans le pays, ainsi que de lui fournir tous les renseignements dont il aurait besoin pour s'acquitter de son mandat;

3. *Prie* le Secrétaire général de fournir au Rapporteur spécial les moyens nécessaires à l'exécution de son mandat.

---